

Le plan d'allègement s'alourdit de 400 millions d'économies

FINANCES FÉDÉRALES La Commission des finances du Conseil national veut diminuer les dépenses un peu plus que les Etats. Elle cherche également à mettre le secteur agricole à contribution

FANNY SCUDERI, BERNE

Que restera-t-il du programme d'allègement budgétaire 2027 (PAB) après son passage au Conseil national? A priori, un tiers en moins, selon la communication de la Commission des finances du Conseil national (CDF) hier. La commission du National «s'est largement alignée» sur les sénateurs, a annoncé son président UDC Jacques Nicolet. Les sénateurs avaient déjà atténué le plan budgétaire de la ministre des Finances PLR, Karin Keller-Sutter.

Toutefois, la CDF prévoit d'économiser un peu plus que les conseillers aux Etats, et introduit de nouvelles mesures. Elle demande au secteur agricole, relativement épargné par la Chambre haute, d'économiser un peu plus de 50 millions de francs par année. La commission aimerait aussi générer de nouvelles recettes d'environ 175 millions de francs par an grâce à des droits de douane à l'importation dans le domaine agroalimentaire.

Pression des lobbies

L'Union suisse des paysans n'a pas tardé à réagir. Par communiqué, elle juge «injustes» les mesures d'économies décidées par la commission, telles que la suppression des aides pour la production animale et pour la transformation des fruits.

Simon Stadler, vice-président de la commission et élu PLR, a expliqué durant la conférence de presse que les élus avaient été sollicités par les lobbies, chacun demandant à être épargné par les mesures. «Mais un assainissement des finances publiques dont personne ne ressent les effets n'existera probablement jamais», a-t-il relevé.

Autre nouveauté: la CDF propose d'introduire dans le plan d'allègement budgétaire, dès 2027, un mécanisme public de garantie des liquidités pour les banques d'importance systémique. Il a pour effet de rapporter à la Confédération 140 millions de francs par an grâce à un forfait versé par les banques.

Figurant dans plusieurs minorités, la conseillère nationale Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE) rejette le plan dans son ensemble. Elle juge ces mesures «inacceptables et infondées», d'autant plus après l'annonce des comptes 2025 favorables mercredi, qui dégagent un excédent de 250 millions de francs. Elle en veut au Conseil fédéral pour son «alarmisme»: «Je n'apprécie pas les menaces qu'il fait planer, lorsqu'il assure que sans plan d'allègement budgétaire, nous serons obligés de faire des économies sur des domaines fragiles, comme la formation ou l'aide au développement.»

L'Union suisse des paysans n'a pas tardé à réagir

Quant aux nouvelles mesures touchant le secteur agricole, Laurence Fehlmann Rielle l'explique par la volonté de la commission que «tout le monde passe à la caisse». Le Parti socialiste critique fortement l'utilisation du frein à l'endettement: «Il nous empêche d'investir dans l'avenir. Tout excédent de recette est affecté à la diminution de la dette qui est une des plus faibles de l'OCDE.»

Une mesure revient par la petite porte

La commission a réalisé un tour qui déplaira aux cantons-centre, comme Genève. Le PAB prévoyait de réduire leur compensation dans le cadre de la péréquation financière. Elle a été abandonnée par les Etats qui trouvent une solution alternative en coulisses. La Commission des finances du National l'a aussi enterrée... Mais a accepté une motion demandant exactement la même chose. «Il y avait l'envie de relancer une réflexion sur l'équité et la solidarité entre les cantons», explique Laurence Fehlmann Rielle.

Le Conseil fédéral proposait des économies de 8,5 milliards de francs entre 2027 et 2029. Les Etats n'ont accepté que quelque 5,5 milliards de réduction alors que la CDF du National table sur environ 5,9 milliards de francs. Les deux conseils devront s'accorder durant la session parlementaire. ■